

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

PARAISSENT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 94
N° 12.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO TIUNU 1945.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1945 23 mai	Décret approuvant une délibération de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières en date du 6 octobre 1944 relative au taux de la taxe forfaitaire sur les phosphates exportés. — Le texte du décret sera publié ultérieurement, (suivi de la délibération). (Arrêté de promulgation n° 833 s. g. du 5 juin 1945).	152 ✓
30 mai	Ordonnance relative aux billets de la Banque de France et aux effets publics à court terme dans les territoires d'outre-mer (Arrêté de promulgation n° 500 s. g. du 11 juin 1945).	152 ✓

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

31 mars	Décret n° 45.583, approuvant une délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie en date du 8 septembre 1944, en tant qu'elle modifie le tarif de l'octroi de mer de cette colonie (J.O. R.F. n° 82 du 7 avril 1945, page 1925. — Décret promulgué par arrêté n° 339 s.g. du 20 avril 1945, Journal officiel de la Colonie du 30 avril 1945, page 101.	153 ✓
31 mars	Décret n° 45.584, approuvant une délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie en date du 8 septembre 1944, en tant qu'elle modifie l'assiette des droits d'octroi de mer à percevoir dans cette colonie (J.O.R.F. n° 82 du 7 avril 1945, page 1926. — Décret promulgué par arrêté n° 339 s.g. du 20 avril 1945, Journal officiel de la Colonie du 30 avril 1945, page 101.	153 ✓

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1945 24 mai	Arrêté n° 431 c. admettant des fonctionnaires des cadres locaux à faire valoir leurs droits à la retraite.	154 ✓
29 mai	Arrêté n° 459 c. portant désignation des membres cultivateurs de vanille de Tahiti et des Iles Sous-le-Vent, de la Commission consultative de la vanille.	154 ✓
29 mai	Arrêté n° 460 s.g. ordonnant la destruction de deux cases d'habitation par mesure de prophylaxie publique.	155 ✓
29 mai	Arrêté n° 461 s.g. déterminant le montant du produit du prélèvement sur les dépenses publiques constaté au compte hors budget "Compte d'emploi des économies résultant de l'application du décret du 16 juillet 1935" et en fixant l'emploi.	155 ✓
29 mai	Arrêté n° 462 s.g. autorisant l'acceptation de donations au profit de la Léproserie d'Orofara.	155 ✓
29 mai	Arrêté n° 465 s.g. portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1945.	155 ✓
30 mai	Arrêté n° 466 a.p. approuvant la constitution du Bureau de la Société des Etudes Océaniques.	156 ✓
31 mai	Arrêté n° 467 c. modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 882 c. du 14 décembre 1944.	156 ✓
2 juin	Arrêté n° 469 c. portant organisation d'un Bureau des Affaires Politiques et Economiques et d'un Bureau du Ravitaillement, au Secrétariat Général de la Colonie.	157 ✓
2 juin	Décision n° 470 c. portant désignation de Chefs de Bureau au Secrétariat Général.	157 ✓
2 juin	Décision n° 472 s. fixant la date de la prise de fonctions du Médecin-Lieutenant-Colonel des Troupes coloniales Bonnaud, Chef du Service de Santé des Etablissements français de l'Océanie.	157 ✓
4 juin	Arrêté n° 480 t.p. portant classement de l'adduction d'eau du district d'Arue pour compter du 1 ^{er} juillet 1945.	157 ✓

5 juin	Arrêté n° 484 s.g. autorisant M. Lambert à installer une forge-chaudronnerie dans son atelier situé à l'angle des Rues des Beaux-Arts et Nansouty à Papeete.....	158 /
5 juin	Décision n° 486 c. nommant M. Vignault (Roger), agent auxiliaire temporaire et l'affectant au Service des Contributions.....	158 /
6 juin	Décision n° 487 a.p.e. interdisant pendant un mois dans le district de Papeari la circulation des chiens non tenus en laisse.....	158 /
8 juin	Arrêté n° 495 j. créant une commission spéciale d'évaluation des indemnités dues à la suite de réquisitions civiles des immeubles.....	158 /
9 juin	Décision n° 496 co. retirant à un étranger sa carte de commerçant.....	159 /
9 juin	Arrêté n° 498 s.g. prescrivant un prélèvement exceptionnel sur la Caisse de Réserve.....	159 /
	Extraits.....	159

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommodo. — M. Wong Kon Fook, c.i. n° 6592, demeurant à Tautira (Tahiti).....	160
Service météorologique. — Résumé des observations du mois d'avril 1945.....	161

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.....	160
---------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 483 s.g., promulguant un acte du pouvoir central.
(Du 5 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

Vu le télégramme n° 161/AE/4 du 29 mai 1945 du Ministre des Colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

Le décret du 23 mai 1945 approuvant une délibération de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières en date du 6 octobre 1944 relative au taux de la taxe forfaitaire sur les phosphates exportés (suivi de la délibération). (Le texte du décret sera publié ultérieurement).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 juin 1945.

ORSELLI.

DÉLIBÉRATION de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières.

La Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie délibérant conformément aux articles 18 et 20 du décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la colonie, a adopté dans sa séance du 6 octobre 1944 la délibération dont la teneur suit :

Article unique. — Le taux de la taxe forfaitaire sur les phosphates exportés fixé à 50 francs par tonne pour l'année 1944 par décret du 10 mai 1944 est porté à 56,50 par tonne pour l'année 1945.

ARRÊTÉ n° 500 s.g., promulguant un acte du pouvoir central.

(Du 11 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

Vu le télégramme N° 283 A.E./F 2 du 1^{er} juin 1945 du Ministre des Colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulguée dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutée selon ses forme et teneur :

L'ordonnance du 30 mai 1945 relative aux billets de la Banque de France et aux effets publics à court terme dans les territoires d'outre-mer.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 juin 1945.

ORSELLI.

ORDONNANCE relative aux billets de la Banque de France et aux Effets Publics à court terme dans les Territoires d'outre-mer.

(Du 30 mai 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République française, Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1944, ensemble celles des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu l'ordonnance du 12 juillet 1944, relative aux billets de la Banque de France dans les Territoires relevant du Gouvernement provisoire de la République française ;

Vu l'ordonnance du 20 mai 1945, relative aux billets de Banque et Effets Publics à court terme ;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — Toute personne résidant en Algérie, dans les Colonies, Pays de Protectorat ou dans les Territoires sous

Mandat français, et détenant des billets de la Banque de France de 50 francs, privés du cours légal en France par l'ordonnance du 20 mai 1945, peut en obtenir l'échange immédiat, sans formalité, contre des billets ayant cours dans le territoire où elle réside, à condition de les déposer dans l'un des Etablissements ou Services Publics ou Privés désignés par le Gouvernement Local ou le Chef du Territoire intéressé, et dans un délai fixé par la même autorité.

A l'expiration de ce délai, il ne pourra plus être procédé, en aucun cas, à l'échange ou au remboursement des billets de 50 francs visés à l'alinéa précédent.

Art. 2. — Toute personne résidant en Algérie, dans les Colonies, dans les Pays de Protectorat ou dans les Territoires sous Mandat français et détenant des Bons Ordinaires du Trésor à 75, (105) 150 jours, des Bons de l'Armement, et des Bons du Trésor destinés à faire face aux besoins de la Caisse des Pensions de guerre, des Bons de la Caisse Autonome de la Défense Nationale à 18 mois, des Bons de la Défense Nationale, des Bons d'Epargne, des Bons de la Libération et des Bons à cinq ans de la Caisse Nationale de Crédit Agricole est tenue, si ces Bons ont été émis en France Métropolitaine, de les déposer dans l'un des Etablissements ou Services Publics ou Privés désignés par le Gouvernement Local ou le Chef du Territoire intéressé.

Le dépôt a lieu, sans frais, dans les délais fixés en exécution de l'article 1^{er}, et donne lieu à délivrance d'un récépissé nominatif au déposant.

Les Bons déposés seront, soit restitués au déposant, après apposition d'un timbre de contrôle, soit échangés contre de nouvelles formules dans des conditions déterminées par le Ministre des Finances.

A l'expiration du délai fixé pour dépôt, les Bons qui n'ont pas été déposés conformément au présent article sont nuls et sans valeur.

Art. 3. — Sera poursuivi, conformément au décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, et punissant des peines portées au dit décret quiconque, les délais de dépôt expirés, détiendra des Billets ou des Bons visés aux articles 1 et 2, ou en effectuera l'achat, la vente, l'échange, la dation en paiement, ou en transférera, ou en acquerra la propriété à un titre quelconque.

Art. 4. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi.

Paris, le 30 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des finances,

R. PLEVEN.

Le ministre de l'intérieur,

A. TIXIER.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Textes officiels publiés à titre d'information.

DÉCRET n° 45-583 approuvant une délibération du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie portant relèvement et modifications du tarif de l'octroi de mer dans cette colonie.

(Du 31 mars 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de commissariats du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies ;

Vu la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 11 mars 1897 fixant le mode d'assiette, de perception et de répartition des droits d'octroi de mer dans les Etablissements français de l'Océanie et le décret du 24 juin 1921 autorisant une perception supplémentaire de deux décimes par franc et les textes subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 13 octobre 1932 fixant la composition et les attributions du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie et les décrets des 21 décembre 1934 et 24 août 1937 qui l'ont modifié ;

Vu la délibération en date du 8 septembre 1944 du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie tendant à relever les centimes additionnels et à modifier les tarifs de l'octroi de mer dans cette colonie, .

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvée la délibération susvisée et ci-annexée du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, en date du 8 septembre 1944, en tant qu'elle modifie le tarif de l'octroi de mer dans cette colonie.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la colonie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 31 mars 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Délibération publiée au J.O. du 30-4-45 p. 101.

DÉCRET n° 45-584 approuvant une délibération du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie portant relèvement et modifications du tarif de l'octroi de mer dans cette colonie.

(Du 31 mars 1945.)

Le Gouvernement provisoire de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances du 3 juin et du 4 septembre 1944 ;

Vu la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des douanes, article 6 ;

Vu le décret du 11 mars 1897 fixant le mode d'assiette, de perception et de répartition des droits d'octroi de mer dans les Etablissements français de l'Océanie, et le décret du 21 juin 1921 autorisant une perception supplémentaire de deux décimes par franc et les textes subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 13 octobre 1932 fixant la composition et les attributions du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie et les décrets des 21 décembre 1934 et 24 août 1937 qui l'ont modifié ;

Vu la délibération en date du 8 septembre 1944 du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, tendant à relever les centimes additionnels et à modifier les tarifs de l'octroi de mer dans cette colonie ;

La section des finances, de la guerre, de la marine, de l'aviation et des colonies du conseil d'Etat entendue,

DÉCRET :

Article 1^{er}. — Est approuvée la délibération susvisée et ci-annexée du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, en date du 8 septembre 1944, en tant qu'elle modifie l'assiette des droits d'octroi de mer à percevoir dans cette colonie.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la colonie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 31 mars 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Délibération publiée au J.O. du 30-4-45 p. 101.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 431 c. admettant des fonctionnaires des cadres locaux à faire valoir leurs droits à la retraite.

(Du 24 mai 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et le décret du 2 septembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 relatif à la Caisse Inter-coloniale de retraites et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 1449 a.g.f., du 28 décembre 1937 relatif à la limite d'âge des fonctionnaires locaux tributaires de la C.I.R. ;

Vu l'article 14 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre ;

Vu le décret du 20 mai 1941 fixant la situation des personnels civils rétribués sur les budgets coloniaux ;

Vu l'ordonnance n° 15 bis du 19 septembre 1941 relative aux retraites et pensions ;

Vu le décret n° 348 du 13 juillet 1942 sur la situation des fonctionnaires civils rappelés ou maintenus en activité de service ;

Vu la circulaire du 21 septembre 1942 du Commissaire aux Colonies fixant la procédure à suivre à l'égard des fonctionnaires qui ont atteint l'âge de la retraite ;

Vu l'ordonnance du 25 août 1944 modifiant et complétant le décret du 29 octobre 1936 relatif au cumul des retraites, de rémunération et de fonctions publiques,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite, à compter du 1^{er} juillet 1945, les fonctionnaires des cadres locaux ci-après dénommés :

M^{me} Leverd (Jeanne, Christine), née Anderson, institutrice hors classe du cadre local, née le 1^{er} juillet 1883, atteinte par la limite d'âge depuis le 1^{er} juillet 1939.

M. Teihoarii a Taae, agent de police de 1^{re} classe, né le 15 septembre 1885, atteint par la limite d'âge depuis le 15 septembre 1940.

M^{lle} Dupond (Eugénie, Marie), secrétaire-rédacteur de 2^{me} classe du Greffe et Parquet, née le 14 avril 1885, atteinte par la limite d'âge depuis le 14 avril 1942.

M. le Docteur Rollin (Louis), Médecin hors classe du service local, né le 13 avril 1887, atteint par la limite d'âge depuis le 13 avril 1943.

M. Laporte (Bernard, Alfred), instituteur principal du cadre local, né le 20 mai 1885, atteint par la limite d'âge depuis le 20 mai 1943.

M. Gérard (Edouard, Charles), Directeur de l'Imprimerie, né le 6 août 1887, atteint par la limite d'âge depuis le 6 août 1943.

M^{me} Doom (Victor), née Maua (Manuarii), institutrice de 4^{me} classe du cadre local, née le 4 juillet 1888, atteinte par la limite d'âge depuis le 4 juillet 1944.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 mai 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 459 c. portant désignation des membres cultivateurs de vanille de Tahiti et des Iles-sous-le-Vent, de la Commission consultative de la vanille.

(Du 29 mai 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 323 a.e. du 14 avril 1945 créant une Commission

consultative de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Le Conseil Privé entendu le 24 mai 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M.M. Teriieroo a Teriierooiterai, cultivateur de vanille à Tahiti, Hart (John, Ralph), cultivateur de vanille aux Iles-sous-le-Vent, sont désignés comme membres de la Commission consultative de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie créée par l'arrêté n° 323 a.e. susvisé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mai 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 460 s. g., ordonnant la destruction de deux cases d'habitation par mesure de prophylaxie publique.

(Du 29 mai 1945)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 20 mai 1910 sur la protection de la santé publique ;

Vu le rapport n° 171 du 7 avril 1945 du Chef du Service de Santé, président du Comité d'Hygiène ;

Sur la proposition du Chef de la Circonscription administrative de Tahiti et dépendances et du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 24 mai 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dans la vallée de Taharuu, district de Papara, les cases d'habitation de Messieurs Tahitorai Viritini et Puarai Airima, seront détruites par les soins du Service d'Hygiène.

Art. 2. — Il sera alloué à chacun des susnommés un secours de Cinq mille francs (5.000 frs) imputable au compte de trésorerie " Fonds spécial de prévoyance ".

Art. 3. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution immédiate du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mai 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 461 s. g., déterminant le montant du produit du prélèvement sur les dépenses publiques constaté au compte hors budget " Compte d'emploi des économies résultant de l'application du décret du 16 juillet 1935 " et en fixant l'emploi.

(Du 29 mai 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement de 10 % sur les dépenses publiques ;

Vu le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance ;

Vu le décret du 2 août 1935 relatif à l'emploi du produit des prélèvements ;

Le Conseil Privé entendu le 24 mai 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La somme de Vingt-six mille soixante-quinze francs (26.075 frs) montant des prélèvements effectués en application du décret du 16 juillet 1935 sera versée au compte " Fonds spécial de prévoyance ".

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mai 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 462 s. g., autorisant l'acceptation de donations au profit de la Léproserie d'Orofara.

(Du 29 mai 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le versement à la Trésorerie de Papeete de diverses sommes à titre de dons au profit de la Léproserie d'Orofara ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Le Conseil Privé entendu le 24 mai 1945 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont acceptées les sommes ci-après versées à la Trésorerie de Papeete par :

Monsieur l'Amiral Thierry d'Argenlieu	5.000 frs
M. Wing Man Hing c.i. n° 4832	2.500 -
	7.500 frs

La recette sera constatée au budget de l'exercice 1945 chapitre 8 sous la rubrique "Dons et legs avec affectation spéciale".

Art. 2. — Ces fonds seront affectés à la Léproserie d'Orofara.

Art. 3. — Il sera ouvert au chapitre 18 de l'exercice 1945 des crédits supplémentaires de Sept mille cinq cents francs (7.500 frs) sous la rubrique "Emploi de diverses donations".

Art. 4. — En attendant son approbation par décret le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire et sera soumis ultérieurement à la ratification de l'assemblée compétente.

Art. 5. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mai 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 465 s. g. portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1945.

(Du 29 mai 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision du 22 janvier 1943 du Secrétaire d'Etat aux colonies approuvant un rapport n° 222 A.E.V. du 19 janvier 1943 du Directeur de l'Agence Economique des colonies instituant des prêts d'honneur en faveur des personnes privées de ressources du fait de la rupture des communications coloniales et en fixant le montant ;

Vu la décision du Secrétaire d'Etat aux colonies approuvant un rapport n° 1590 S.S.C. en date du 5 avril 1944 portant rajustement du taux des prêts d'honneur ;

Considérant que des prêts d'honneur ont été consentis en France à des particuliers dont la liste a été transmise par lettre n° 1015 S.A.C.P. du 8 novembre 1944 du Ministre des Colonies - que les paiements effectués à ce titre ont été faits pour le compte de la colonie, à charge de remboursement par les répondants désignés par les bénéficiaires ;

Considérant que la régularisation de ces dépenses sera faite par le budget local, qu'aucun crédit n'a été prévu à cet effet et qu'en conséquence il y a lieu d'ouvrir des crédits supplémentaires spéciaux au budget de l'exercice 1945 tant pour les prêts déjà consentis que pour ceux qui pourraient être éventuellement consentis à l'avenir ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,
Le Conseil Privé entendu le 24 mai 1945.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il sera ouvert au chapitre 13 article 1^{er} du budget de l'exercice 1945 sous la rubrique "Prêts d'honneur consentis dans la Métropole en faveur des familles privées de ressources" (Décisions du Secrétaire d'Etat aux Colonies) des crédits supplémentaires s'élevant à Cent mille francs (100.000 francs).

Art. 2. — Il sera ouvert au chapitre 13 article 3 "Dépenses des exercices clos" pour la même cause et pour la régularisation des paiements se rapportant aux exercices antérieurs des crédits supplémentaires s'élevant à Cinquante mille francs (50.000 francs).

Art. 3. — Il sera pourvu à la réalisation de ces dépenses au moyen des recettes ordinaires de l'exercice 1945 - Ces dépenses seront compensées par les remboursements des répondants à constater au titre du budget aux recettes diverses.

Art. 4. — Le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire et sera soumis ultérieurement à la ratification de l'assemblée compétente.

Art. 5. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mai 1945.
ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 466 a. p., approuvant la constitution du Bureau de la Société des Etudes Océaniques.

(Du 30 mai 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 1^{er} janvier 1917 portant création de la Société des Etudes Océaniques ;

Vu les arrêtés du 7 mai 1932 et du 1^{er} juillet 1936 modifiant l'ar-

rêté ci-dessus en ce qui concerne la composition du bureau de ladite Société ;

Vu les élections en date du 14 mai 1945 à l'effet de renouveler le bureau de la Société des Etudes Océaniques,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est confirmé le résultat des élections auxquelles il a été procédé le 14 mai 1945, en assemblée générale, constituant ainsi qu'il suit le bureau de la Société des Etudes Océaniques :

MM. de Monlezun,	Président ;
Rey-Lescure,	Vice-Président ;
Cabouret,	Trésorier ;
Jacquier,	Secrétaire ;
D ^r Rollin,	Assesseurs ;
Poroi,	—

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 mai 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 467 c., modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté n° 882 c., du 14 décembre 1944.

(Du 31 mai 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets des 13 octobre 1932 et 29 octobre 1942 concernant le Conseil Privé et le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 882/c. du 14 décembre 1944, fixant à compter du 1^{er} janvier 1945, la composition du Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie et désignant le Commissaire du Gouvernement près ledit Conseil ;

Vu la désignation, par décret en date du 18 août 1944, de M. Billaud (Albert), Magistrat du 6^e degré, comme Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire des Etablissements français de l'Océanie et son arrivée à Papeete le 14 mai 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 882/c. du 14 décembre 1944, est modifié comme suit :

Article 1^{er}. — Le Conseil du Contentieux Administratif de la Colonie est composé ainsi qu'il suit :

MM. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie,	Président ;
Fournier (Louis), Secrétaire Général,	Membre ;
Billaud (Albert), Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire,	—
Faugerat (Alcide), Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines,	—
de Monlezun (André), Magistrat,	—

Le reste sans changement.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mai 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 469 c. portant organisation d'un Bureau des Affaires Politiques et Economiques et d'un Bureau du Ravitaillement au Secrétariat Général de la Colonie.

(Du 2 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 177 du 7 mars 1942 rétablissant le poste de Secrétaire Général des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les nécessités du service,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est constitué sous l'autorité directe du Secrétaire Général deux bureaux distincts désignés ci-après :

1^o/ bureau des Affaires Politiques et Economiques,

2^o/ bureau du Ravitaillement.

Art. 2. — La direction de chacun de ces bureaux sera assurée par un fonctionnaire désigné par décision du Gouverneur.

Les attributions respectives de ces bureaux seront fixées par un Ordre de service du Gouverneur.

Art. 3. — Sauf en ce qui concerne les questions strictement militaires le détachement de gendarmerie est placé sous les ordres du Chef du Bureau des Affaires Politiques et Economiques qui en assure l'utilisation et le contrôle, selon les instructions du Gouverneur.

Art. 4. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 470 c., portant désignation de Chefs de Bureau au Secrétariat Général.

(Du 2 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 469 c. du 2 juin 1945, portant organisation d'un Bureau des Affaires Politiques et Economiques et d'un Bureau du Ravitaillement au Secrétariat Général de la Colonie ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Lestrade (Auguste), Administrateur de 2^e classe des colonies est chargé de la direction du Bureau des Affaires Politiques et Economiques.

Art. 2. — M. Père (Pierre), sous-chef de bureau de 2^e classe des Secrétariats Généraux, est chargé de la direction du Bureau du Ravitaillement.

Art. 3. — Sont et demeurent rapportées toutes dispositions contraires à la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 472 s. fixant la date de la prise de fonctions du Médecin Lieutenant-Colonel des Troupes coloniales Bonnaud, Chef du Service de Santé des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 2 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la Note de Service n° 870 c. du 9 juin 1943 nommant le Médecin-Commandant Massal Chef du Service de Santé des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la décision n° 368 s.g. du 11 mai 1944, nommant le Chef du Service de Santé, Médecin du Service d'Hygiène, après prestation de serment ;

Vu la décision n° 605 s. du 16 août 1944, nommant le Médecin-Commandant Massal Chef du Service de Santé, Président de la Commission spéciale de Réforme de Papeete ;

Vu le télégramme n° 39/SS du 11 février 1945 du Ministre des Colonies, désignant le Médecin-Lieutenant-Colonel Bonnaud comme Chef du Service de Santé des Etablissements français de l'Océanie, en remplacement du Médecin-Commandant Massal ;

Vu l'arrivée dans la Colonie le 14 mai 1945 du Médecin-Lieutenant-Colonel Bonnaud,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Médecin-Lieutenant-Colonel des Troupes coloniales Bonnaud (Marcel), désigné pour servir comme Chef du Service de Santé des Etablissements français de l'Océanie et débarqué à la Colonie le 14 mai 1945, prendra ses fonctions le vendredi 1^{er} juin 1945, en remplacement du Médecin-Commandant des Troupes coloniales Massal (Emile), en instance de départ.

Le Médecin-Lieutenant-Colonel Bonnaud sera en outre chargé des fonctions de Médecin-Chef de l'Hôpital de Papeete, de Directeur de la Santé, de Médecin du Service d'Hygiène et de Président de la Commission spéciale de Réforme de Papeete.

La passation de service se fera dans les formes réglementaires ainsi que la prestation de serment requise par les règlements pour les fonctions de Médecin du Service d'Hygiène.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 juin 1945.

ORSELLI

ARRÊTÉ n° 480 t. p., portant classement de l'adduction d'eau du district d'Arue pour compter du 1^{er} juillet 1945.

Du 4 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 février 1938 approuvant la délibération des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie relative aux conditions d'abonnement aux eaux, promulgué dans la colonie par arrêté n° 525/c, du 17 mai 1938 et notamment l'article 30 du règlement ;

Vu les améliorations apportées au système d'adduction d'eau du district d'Arue ;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux Publics et l'avis conforme du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est applicable pour compter du 1^{er} juillet 1945 le tarif prévu au règlement relatif aux conditions d'abonnement aux eaux en ce qui concerne l'adduction d'eau du district d'Arue.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 484 s. g., autorisant M. Lambert à installer une forge-chaudronnerie dans son atelier situé à l'angle des Rues des Beaux-Arts et Nansouty à Papeete.

(Du 5 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 10 mai 1882 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes de la Guadeloupe rendu applicable dans les Etablissements français de l'Océanie par le décret du 21 juin 1887 ;

Vu la demande présentée par M. Henri Lambert et les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte du 1^{er} au 15 mai 1945 ;

Vu l'avis favorable émis par le Comité d'hygiène ;
Sur le rapport du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Henri Lambert est autorisé à installer une forge-chaudronnerie dans son atelier situé à l'angle des Rues des Beaux-Arts et Nansouty, à Papeete.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 486 c., nommant M. Vignault (Roger) agent auxiliaire temporaire et l'affectant au Service des Contributions.

(Du 5 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la demande d'emploi de M. Vignault (Roger) ex-chef de groupe de la Garde Mobile et le dossier complet de candidature de l'intéressé ;

Vu les nécessités du service et les prévisions budgétaires ;

Sur la proposition du Chef du Service des Contributions et l'avis favorable du Chef de Cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Vignault (Roger), ex-chef de groupe de la Garde Mobile, est nommé agent auxiliaire temporaire du service local aux appointements de 2.200 francs par mois, à compter de la date de la présente décision.

Art. 2. — M. Vignault (Roger) est affecté au Service des Contr-

butions en remplacement numérique de M. Raoulx (Marcel), agent auxiliaire de 1^{re} catégorie, 13^e degré, décédé.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 5 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 487 a. p. e., interdisant pendant un mois dans le district de Papeari la circulation des chiens non tenus en laisse.

Du 6 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 770 du 31 juillet 1936 réprimant la divagation d'animaux domestiques dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport du Chef de la Sûreté n° 268 du 2 juin 1945 ;

Attendu que les troupeaux du district de Papeari sont décimés par les chiens errants,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La circulation sur la voie publique ou dans les propriétés privées des chiens non tenus en laisse est interdite dans le district de Papeari.

Art. 2. — Tout chien trouvé errant muni ou non de collier sera abattu, sur la voie publique par les agents de l'autorité et sur les propriétés privées par les propriétaires, locataires ou gardiens, à charge pour eux d'en faire enfouir immédiatement les cadavres.

Art. 3. — La présente décision qui aura effet pour une durée d'un mois, entrera en vigueur 48 heures après publication dans le district par les soins du Chef et de l'Agent de police.

Papeete, le 6 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 495 j., créant une Commission spéciale d'évaluation des indemnités dues à la suite de réquisitions civiles des immeubles.

Du 8 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre ;

Vu les décrets du 28 novembre 1938 et du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 ;

Vu le décret du 2 septembre 1939, relatif à l'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant du Ministère des Colonies ;

Vu les dispositions de l'article 10 de l'Ordonnance n° 6 du 25 mars 1941 sur la composition de la Commission de surveillance des loyers,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Une Commission spéciale d'évaluation des indemnités dues à la suite de réquisitions civiles des immeubles dans les Etablissements français de l'Océanie, est constituée.

Art. 2. — Cet organisme sera composé des membres de la Commission de surveillance des loyers en fonction à Papeete.

Art. 3. — Cette Commission se réunira sur la convocation de son Président.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 496 co. retirant à un étranger sa carte de commerçant.

(Du 9 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 5 janvier 1940 étendant aux Etablissements français de l'Océanie certaines dispositions complétant le code de commerce et instituant une carte d'identité spéciale pour les commerçants étrangers ;

Vu l'arrêté n° 444 a. p. e. du 22 mai 1940 relatif à la délivrance de la carte d'identité de commerçant étranger ;

Vu le procès-verbal pour hausse illicite dressé le 8 juin 1945 au marché de Papeete ;

Sur la proposition du Chef du Service des Contributions,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est retirée à compter du 8 juin 1945 à Madame Lin Yee Yau C. I. n° 4677, sa carte de commerçant étranger (boucher) à Papeete.

Art. 2. — Le Chef du Service des Contributions est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera

Papeete, le 9 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 498 s.g. prescrivant un prélèvement exceptionnel sur la Caisse de Réserve.

(Du 9 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret n° 45-623 du 9 avril 1945 approuvant le budget local des Etablissements français de l'Océanie de l'exercice 1945 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Un prélèvement exceptionnel de Sept millions de francs (7.000.000 frs.) sera opéré sur la Caisse de Réserve du Service Local en vue de couvrir certaines dépenses à entreprendre au titre du chapitre 18 de l'exercice 1945, savoir :

Paragraphe 1^{er}. — Exécution du plan de campagne des Travaux Publics (Iles-sous-le-Vent) 2.000.000 »

6. — Renouvellement du gros matériel et outillage des Travaux Publics, Imprimerie, etc... 5.000.000 »

7.000.000 »

Art. 2. — La dite somme sera portée en recettes au chapitre 9 du budget.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1945.

ORSELLI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — *Par décision n° 482 du 5 juin 1945.* — Un congé de deux mois sans solde à passer à Papeete, pour affaires personnelles est accordé à M. Poepoeani (Joseph), agent auxiliaire de 3^e catégorie, 21^e degré en service à Atuona (Marquises) pour compter du 15 mai 1945.

L'intéressé devra embarquer pour rejoindre son poste aux Iles Marquises par la première liaison maritime venant après l'expiration de sa permission.

* * *

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

1. — *Par décision n° 452 du 28 mai 1945.* — M. Lehartel (Victor), agent auxiliaire de 4^e catégorie, 29^e degré, agent de police du district de Papara, est reclassé à compter du 1^{er} juin 1945 au 28^e degré de la même catégorie, pour un enfant né le 28 avril 1945, et reconnu le 4 mai 1945, ses appointements se décomposant comme suit :

Agent de police (31 ^e degré de base).....	3.480 »
Utilisant une bicyclette.....	360 »
Augmentation familiale 2 enfants.....	720 » 1.080 »
Total.....	4.560 »

2. — *Par décision n° 479 du 4 juin 1945.* — MM. Utihia Vaai et Tevivirau a Oito, agents auxiliaires de 4^e catégorie 37^e degré, agents de police et courriers-piétons à Huahine sont congédiés.

MM. Monoihere a Tuarae et Teivaariitainuu a Mai sont nommés agents auxiliaires du Service Local de la 4^e catégorie, 37^e degré, pour remplir les fonctions d'agents de police et courriers-piétons respectivement à Maroe et Tefarerii (Ile Huahine), leurs appointements se décomposant comme suit :

Agent de police (37 ^e degré de base).....	1.440 »
Courrier-piéton (1 degré).....	240 »
Total.....	1.680 »

MM. Monoihere a Tuarae et Teivaariitainuu a Mai prêteront serment devant le juge de paix à compétence étendue des Iles Sous-le-Vent.

3. — *Par décision n° 485 du 5 juin 1945.* — L'indemnité de bicyclette est accordée à compter du 1^{er} mai 1945, aux militaires chargés de fonctions administratives et utilisant leur bicyclette personnelle pour les besoins du service au district d'Afaahiti (circonscription de Tahiti).

Cette indemnité leur sera payée sur certificat de service fait nominatif, délivré par le Chef de la Circonscription administrative de Tahiti et dépendances.

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "*de commodo et incommodo*" est ouverte, pendant quinze jours à compter du 16 juin 1945, sur une demande formulée par M. Wong Kong Fooock c.i. 6592 demeurant à Tautira, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer sur la propriété qu'il occupe à Ahui (Tautira) un moteur à essence d'une puissance de 20 C.V. destiné à actionner des râpes et une scierie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 juin 1945, à 17 heures.

M. Boubée (Jean), subdivisionnaire des Travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 28 mai 1945.

Le Gouverneur,
ORSELLI.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Insertion en vertu de l'article 88 du décret du 21 novembre 1933.

Le Greffier du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, île Tahiti, informe Monsieur Raymond Mooreia Tuhiti LUCAS, sans domicile ni résidence connus, que M. le Président a fixé au 6 juillet 1945 à 8 heures 30, l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre lui et les Consorts LUCAS, au sujet d'une demande en sortie d'indivision par voie de partage en nature, des biens dépendant de la succession de M. Emmanuel LUCAS.

Le Greffier,
M. PENI.

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

Société en nom collectif "André LORFÈVRE et Pierre FROGIER".

Suivant acte sous seings privés en date à Papeete du 12 juin 1945, M.M. ANDRÉ LORFÈVRE et PIERRE FROGIER ont formé entre eux une Société en nom collectif ayant pour objet l'achat et la vente de marchandises diverses et toutes opérations commerciales prévues par la patente locale de commerçant de 1^{re} classe.

La Société commencera le 1^{er} juillet 1945 et prendra fin le 1^{er} juillet 1948.

Le siège de la Société est à Papeete.

Les affaires de la Société sont gérées et administrées par les deux associés avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet. En conséquence chacun d'eux aura la signature sociale.

Les associés ont apporté à la Société chacun *cinquante mille francs*, soit ensemble *cent mille francs*, formant le capital social.

Un original de l'acte de société a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete.

Pour extrait et mention :

G. AHNNE, *Défenseur.*

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

CALENDRIER POUR 1945

Prix en feuille : 2 francs.

RECUEIL

des lois, décrets, arrêtés ministériels,
arrêtés et décisions locaux

EN VIGUEUR

dans les Etablissements français de l'Océanie.

Prix des quatre volumes : 1.250 francs.

Fascicule (Bulletin officiel)

Prix broché : 2 fr. 50.

Loi du Médecin.

Prix broché : 7 fr. 50.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Résumé des observations du mois d'avril 1945.

Latitude: 17° 32' S

Longitude: 149° 34' W.

Altitude: 92m50

(cuvette du baromètre)

15 JUN 1945

JOURNAL OFFICIEL DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE

161

DATES	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE corrigée à 0° et à la gravité normale 1000+				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millibars heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. de jour à 7 h. demain	INSOLATION en heures et dixièmes	EVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8. vitesse en km/heure.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M + m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	0 H.	04 H.	08 H.	12 H.	16 H.	20 H.
				m	M	m	M																
1	22.4	32.9	27.6	-0.5	2.0	-1.2	1.5	55	84	23.7	28.0	27.9	»	3.8	3.3	22.3	×	SE 8	SE 7	SE 12	NW 6	NE 2	»
2	23.5	33.9	28.7	-0.1	1.5	-0.9	1.6	60	90	25.2	31.4	30.2	28.9	8.6	3.4	21.9	×	NW 1	»	»	NE 9	S 13	SE 4
3	23.7	33.8	28.8	0.3	2.8	-0.4	1.9	63	88	27.8	28.0	27.1	7.7	7.6	3.3	22.4	×	»	SE 9	»	N 8	SE 1	S 6
4	23.2	31.6	27.4	1.3	2.7	-0.4	1.5	59	86	25.4	26.8	29.5	4.2	4.6	2.0	22.0	×	»	SE 2	»	N 2	SE 8	SE 1
5	21.4	32.0	26.7	-2.0	-0.5	-4.0	-2.0	66	90	24.4	29.9	26.3	8.4	8.0	2.6	21.6	×	»	»	»	NE 9	SW 12	SE 2
6	22.3	31.8	27.0	-5.0	-2.8	-5.2	-2.2	68	93	24.2	27.0	26.4	3.9	5.1	2.8	22.2	×	S 4	SE 2	SE 3	NW 11	NE 2	SE 3
7	21.9	28.8	25.4	-3.4	-1.3	-2.8	-1.6	62	93	22.3	25.2	24.0	73.8	0.0	1.8	21.2	×	SE 3	»	SW 5	»	E 8	SE 8
8	21.2	27.3	24.2	-3.2	0.7	-1.3	1.2	76	93	24.2	28.4	26.8	110.8	0.4	1.3	21.8	×	SE 13	NW 25	S 1	S 3	S 5	S 5
9	21.4	28.2	24.8	0.1	3.5	-0.5	1.9	63	99	26.1	26.5	26.2	17.4	0.3	3.7	21.3	×	SE 6	S 7	NW 11	E 14	SE 14	SE 7
10	22.2	31.8	27.0	0.5	3.3	0.3	4.2	63	87	23.1	27.1	28.8	»	10.3	4.2	20.6	×	SE 6	SE 11	SE 7	NE 24	NE 12	SW 2
11	23.6	32.8	28.2	3.7	5.7	2.5	6.1	59	84	25.2	25.5	28.0	1.2	9.3	3.8	21.0	×	SW 3	SE 1	E 2	SW 12	W 8	SE 9
12	23.1	31.1	27.1	5.2	6.4	2.3	4.4	64	92	24.7	27.8	29.2	»	9.8	4.5	21.9	×	»	SE 5	»	NW 13	»	SW 6
13	22.7	31.4	27.1	2.9	4.4	-0.4	3.5	58	84	20.9	26.5	27.6	»	6.8	3.9	20.0	×	SE 3	SE 2	»	SW 5	NE 9	SE 2
14	22.6	32.0	27.3	1.9	3.7	0.4	2.8	46	86	25.8	21.5	23.7	0.2	10.7	4.4	20.2	×	SE 5	SE 6	»	NE 15	W 14	»
15	22.8	32.0	27.4	1.7	3.5	-0.4	3.5	63	91	23.3	25.0	29.1	3.2	9.7	3.5	21.4	×	S 2	SE 7	E 3	W 13	SE 2	SE 3
16	21.9	31.8	26.8	1.7	3.6	0.3	4.5	53	94	24.3	26.9	27.0	46.5	4.1	2.4	22.7	×	SE 11	SE 5	SW 2	E 24	E 10	SE 2
17	21.4	31.4	26.4	2.3	3.9	0.3	2.7	62	94	24.8	27.0	25.9	1.4	2.0	3.3	21.8	×	SE 3	SE 8	SW 6	SW 2	E 12	E 4
18	21.3	28.7	25.0	0.0	3.1	-0.3	2.8	73	95	24.4	27.7	28.0	15.0	2.2	2.1	21.6	×	E 10	»	»	SE 9	W 8	SE 2
19	22.7	31.2	27.0	0.9	1.9	-1.1	2.5	69	100	24.4	27.3	30.8	9.1	4.7	2.7	21.6	×	SE 6	SE 8	E 9	NE 5	E 2	SE 16
20	22.9	32.3	27.6	0.3	3.5	0.3	2.3	58	82	24.0	29.9	27.1	»	9.0	3.6	22.8	×	E 8	SE 9	SE 1	NE 10	NE 4	SE 7
21	23.2	32.1	27.6	1.3	2.7	-0.7	1.2	60	87	25.4	29.3	29.1	»	9.8	3.9	21.0	×	SE 3	SE 3	»	NE 12	NE 3	NE 2
22	23.2	32.4	27.8	-0.3	2.0	-0.9	1.6	63	84	27.1	29.4	29.1	»	9.6	3.4	20.9	×	SW 4	SW 2	SW 1	NW 5	NE 5	» 1
23	23.8	31.7	27.8	-0.5	1.5	-1.1	1.1	66	86	27.6	29.9	26.6	»	8.1	2.4	21.3	×	×	×	5	NW 9	NW 16	SW 6
24	23.7	32.7	28.2	-0.5	1.9	-1.2	1.5	63	88	23.2	30.2	29.1	»	6.2	1.8	21.8	×	SW 10	SW 15	»	NE 14	NW 9	SE 2
25	23.4	32.0	27.7	0.0	2.5	-0.4	1.9	66	89	26.4	29.5	30.8	»	9.8	4.2	22.2	×	SE 3	SE 4	»	NW 9	NW 7	NW 5
26	22.8	32.3	27.5	0.5	2.4	-0.4	2.3	66	82	23.4	29.1	28.0	»	10.4	3.5	21.8	×	NW 6	NW 6	NW 5	NE 7	NE 5	NE 2
27	23.8	32.0	27.9	0.9	2.8	0.0	2.0	64	84	24.8	29.7	28.2	»	10.4	3.2	22.3	×	SE 7	SE 6	SE 3	NE 9	NE 4	NE 5
28	23.3	31.8	27.6	0.9	3.2	-0.4	1.5	62	82	25.3	30.3	26.8	»	10.4	3.2	22.2	×	SE 6	SE 4	»	NW 8	W 21	SW 1
29	22.8	30.8	26.8	0.5	2.3	-0.4	1.9	63	83	23.7	29.4	25.5	»	10.5	3.3	21.8	×	SE 10	SE 3	»	NW 16	NW 9	»
30	22.8	31.7	27.2	0.8	2.8	-0.7	2.4	67	86	24.6	30.2	26.8	»	8.2	3.4	21.3	×	S 3	»	»	NE 13	NW 4	»
Total.	681.0	946.3	813.6	12.2	75.7	-18.7	60.5	1.880	2.656	739.7	840.4	829.6	328.7	210.4	94.9	648.9	×	NOMBRE DE JOURS DE (00 h. à 24 h.)					
Moyenne	22.70	31.54	27.12	0.40	2.52	-0.62	2.02	62.7	88.5	24.65	28.01	27.65		7.01	3.46	21.63	×	Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		15	3	0	8		2

DATES	Kilomètres par- courus par le vent au sol		VENT EN ALTITUDE Direction en rose de 16 - Vitesse en kilomètres-beure							NÉBULOSITÉ			PHÉNOMÈNES DIVERS Les heures sont exprimées en temps local.
	en 24 h.	plus forte valeur horaire	heure de début du sondage	1000 m.	2000 m.	3000 m.	4000 m.	5000 m.	6000 m.	07 H.	12 H.	17 H.	
1	109	9								10	9	10	PL md. intermit. 01 h. 30 à 07 h. 45, fte 15 h. 00 à 17 h. 30. RS, T. 13 h. 10, pte GR 15 h. 00. Fte AV 13 h. 00, fble 16 h. 40. RS, G 12 h. 30, fble AV intermit. de 15 h. 30 à 18 h. 20. RS, fte AV 15 h. 40, pte GR 16 h. 00. RS, fble PL 15 h. 20 à 17 h. 05. RS BR lég 07 h à 10 h PL md 12 h 50-16 h 35 et 21 h 35 à 23. 20. Pte AV 00 h 10, fte PL int. 02 h 15 à 23.45, pte GR 03.40 T 08 h. Fte PL inter. 04 h. 05 à 08 h. 10, fte GR 02 h. 00, OR 06 h. 30.
2	105	16								tr	3	9	
3	117	10								3	6	10	
4	74	8								5	8	10	
5	127	19								tr	5	9	
6	148	13								9	9	10	
7	128	11								10	10	10	
8	154	14								10	10	10	
9	156	15								10	10	10	
10	210	19								3	6	6	
11	117	12								5	5	5	
12	118	11								9	1	1	
13	127	11								7	9	1	
14	155	17								tr	tr	tr	
15	148	15								1	5	10	
16	178	22								10	8	10	
17	171	20								10	10	10	
18	116	15								10	10	10	
19	194	19								10	10	10	
20	147	11								8	9	9	
21	119	13								tr	6	9	Rosée. Pte GR avec pte AV 02 h. 35. Pte GR 13 h. 30. Pte AV 03 h. 30. Très belle journée, G 21 h. 15. RS pte AV 22 h. 30 et 23 h. 45 avec pte GR. PL md 04 h 10 à 08 h 15, GR 15 h 30 fble PL 16 h vlt à 20 h 35. PL md. 00 h. 00 à 05 h. 50, pte AV 22 h. 25. Pte AV 05 h. 20, 08 h. 10, fble PL 09 h. 00 à 12 h. 45. BR lég. 11 h. 00, fte AV 19 h. 00, fble 23 h. 20.
22	90	9								4	4	9	
23	182	18								9	3	10	Rosée. RS H. sol. 14 h. 00 à 15 h. 00 part. 17 h. 00, C. lun. soirée. RS H. sol 17 h. 00. C. lun. soirée.
24	144	15	07.50	SW 24	×	×	×	×	×	10	6	7	
25	130	10	07.45	WSW 9	WSW 13	WSW 23	WSW 35	W 35	×	tr	2	8	Rosée. Rosée. RS, Très belle matinée. C. lun. soirée. RS. Très belle matinée, visibilité exceptionnelle. RS, Exceptionnellement belle journée.
26	133	9	07.45	NW 6	W 19	WNW 25	W 32	WNW 30	WNW 35	tr	1	2	
27	144	10								tr	1	3	Rosée. Rosée
28	152	22								1	1	1	
29	145	18	08.00	ENE 10	SSW 4	W 10	NW 20	W 20	W 50	tr	1	2	Rosée
30	107	14								8	tr	8	
Total	4.145									162	168	219	NOTA La vitesse instantanée maximum du vent a été observée le 9 avril; l'anémomètre a indiqué une vitesse supérieure à 60 kilomètres/heure.
moyenne	138.1									5.4	5.6	7.3	

(I) Sont comptés comme « jour d'orage » les jours où on a entendu le tonnerre.

(II) Abréviations utilisées. — Pluie : PL, averse : AV, gouttes : G, Rosée : RS, brume : BR, halo : H, couronne : C, orage : OR, tonnerre : T, éclairs : EC, grain : GR, matinée : mat., soirée : soir., solaire : sol., lunaire : lun., petite : pte, faible : fb., légère : lég., moyen ou modéré : md., fort : ft., violent : vlt., etc.,

Le Chef du Service Météorologique,
J. GIOVANNELLI.